

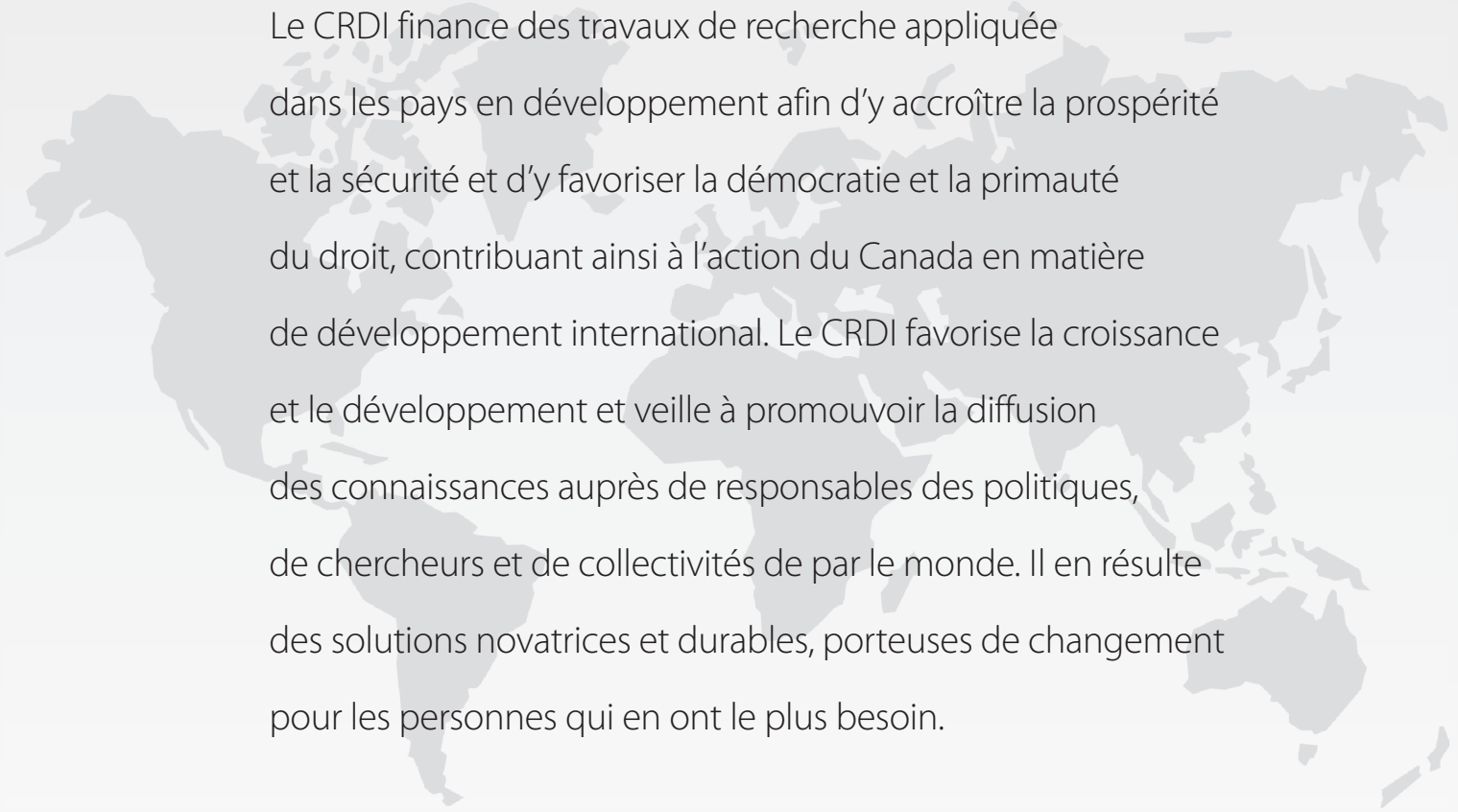


# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
le 31 décembre 2016

CRDI

## De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

# **Table des matières**

## **ANALYSE DE LA DIRECTION**

- 3 Introduction
- 3 Résultats
- 4 Vue d'ensemble consolidée
- 9 Évolution de la situation du Centre
- 9 Gestion du risque
- 9 Perspectives

## **ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS**

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 12 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 13 État intermédiaire résumé du résultat global
- 14 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 15 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 16 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés



# Analyse de la direction

## Introduction

L'analyse de la direction présente les résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (le Centre) et l'évolution de la situation de l'organisme au cours du trimestre qui a pris fin le 31 décembre 2016. Le Centre a préparé le présent rapport conformément au paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

L'information financière présentée dans le présent document, de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2015-2016* s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, sauf indication contraire.

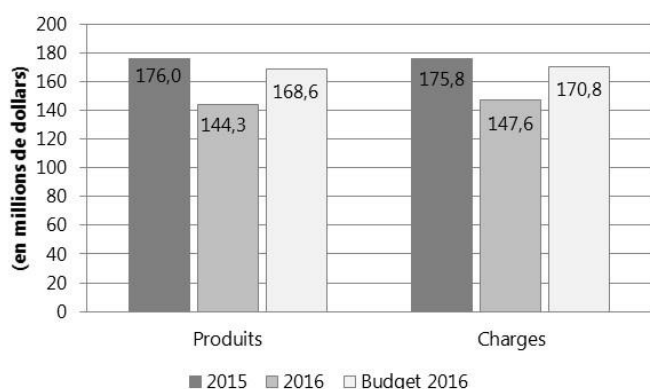
## Budget 2016-2017 révisé

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget 2016-2017 avant le début de l'exercice. C'est sur ce budget que sont fondées les sommes budgétaires qui ont été présentées dans le *Rapport annuel 2015-2016*. En octobre, on a revu les prévisions budgétaires initiales en tenant compte des renseignements les plus à jour dont on disposait. La diminution des produits prévus au budget s'explique surtout par la révision des prévisions de contributions de bailleurs de fonds. Le budget des charges a également été rajusté de manière à tenir compte des changements touchant les charges de projets de recherche financés par le crédit parlementaire et les contributions des bailleurs de fonds.

## Résultats

### Figure 1 : APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre)



Tant les produits que les charges sont retardés par rapport au budget. L'échéance des réalisations ne correspondait pas aux suppositions, mais la plupart seront récupérés d'ici la fin de l'année. L'écart temporaire est accentué par une baisse prévue du résultat comparé à l'année précédente (2015).

## TABLEAU 1 : APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>
	Réalisations 2015	Réalisations 2016		
Produits	58 612	51 979	(11,3 %)	74 891
Charges	175 807	147 600	(16,0 %)	226 058
Coûts d'exploitation	(117 195)	(95 621)	18,4 %	(151 167)
Crédit parlementaire*	117 400	92 325	(21,4 %)	149 206
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>205</b>	<b>(3 296)</b>	<b>s.o.</b>	<b>(1 961)</b>

\* Bien que ce tableau reflète la présentation courante des états financiers, le crédit parlementaire est considéré comme un produit dans cette analyse.

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

## Vue d'ensemble consolidée Produits

### TABLEAU 2 : PRODUITS

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre				Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>		
	2015		2016		Écart en % d'un exercice à l'autre	2015		2016		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations	Budget révisé		Réalisations	Budget révisé	Réalisations			Budget révisé
Crédit parlementaire	48 900	41 301	33 825		(30,8 %)	117 400	108 800	92 325		(21,4 %)	149 206
Contributions de bailleurs de fonds	26 747	21 514	17 533		(34,4 %)	57 083	58 661	49 775		(12,8 %)	73 586
Produits financiers	62	38	34		(45,2 %)	151	114	116		(23,2 %)	152
Autres produits	575	876	1 740		202,6 %	1 378	1 010	2 088		51,5 %	1 153
<b>Total des produits</b>	<b>76 284</b>	<b>63 729</b>	<b>53 132</b>		<b>(30,3 %)</b>	<b>176 012</b>	<b>168 585</b>	<b>144 304</b>		<b>(18,0 %)</b>	<b>224 097</b>

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Les produits du Centre proviennent d'un crédit parlementaire, de contributions de bailleurs de fonds et d'autres sources.

Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2016, le **crédit parlementaire** total reçu a diminué de 21,4 % pour atteindre 92,3 millions de dollars, comparativement à 117,4 millions de dollars à la même période en 2015-2016 (se reporter au tableau 2). La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre a diminué de 9,1 millions de dollars (soit de 10,1 %) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (se reporter au tableau 3). La baisse de 16 millions de dollars (soit 59,6 %) du montant réel du cumul à ce jour de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est attribuable à la dernière année du Fonds d'innovation pour le développement axé sur la santé (FID-santé).

**TABLEAU 3 : CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	90 604	81 496	(10,1 %)	136 006
Partie non récurrente	26 796	10 829	(59,6 %)	13 200
<b>Portion du crédit reçue et comptabilisée</b>	<b>117 400</b>	<b>92 325</b>	<b>(21,4 %)</b>	<b>149 206</b>
<b>Portion du crédit à prélever</b>	66 078	56 881	(13,9 %)	-

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Le tableau 4 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire en 2016-2017, au cours de la période qui a pris fin le 31 décembre 2016.

**TABLEAU 4 : UTILISATION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	
<b>Total des charges</b>	<b>175 807</b>	<b>147 600</b>	<b>226 058</b>
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	57 083	49 775	73 586
Renflouement (diminution) de la réserve financière	118 724	97 825	152 472
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	( 224)	( 896)	( 977)
<b>Somme totale nécessaire</b>	<b>119 967</b>	<b>97 998</b>	<b>153 952</b>
Crédit parlementaire	117 400	92 325	149 206
<b>Crédit parlementaire non utilisé (manque à gagner)</b>	<b>(2 567)</b>	<b>(5 673)</b>	<b>(4 746)</b>

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Pour la période qui a pris fin le 31 décembre 2016, la somme totale nécessaire a été supérieure de 5,7 millions de dollars ou 6,1% (au prélèvement fait sur le crédit parlementaire), en partie en raison de l'écart temporel entre le moment où les sommes ont été engagées et celui où les fonds ont été encaissés. Cette différence est prise en compte dans les demandes de prélèvement futures. Le manque à gagner prévu de 4,7 millions de dollars pour l'exercice 2016-2017 au tableau 4 sera couvert par les capitaux propres non affectés du 31 mars 2016 (se reporter au tableau 8) ainsi que par des sources de revenus autres que le crédit parlementaire.

Au troisième trimestre, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont diminué de 34,4 % d'un exercice à l'autre (se reporter au tableau 2). Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2016, les contributions de bailleurs de fonds ont diminué de 7,3 millions de dollars, passant de 57,1 millions de dollars à 49,8 millions de dollars pour la même période en 2015-2016. Les contributions de bailleurs de fonds, toujours reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées. L'écart observé entre le budget à ce jour et les réalisations est, à bien des égards, inhérent au processus

budgétaire. Les décaissements aux fins des projets de recherche, particulièrement en ce qui concerne les programmes pluriannuels complexes, n'ont pas eu lieu au moment qui avait été prévu lors de la préparation du budget, plusieurs mois auparavant. Même s'il est difficile de prévoir le moment des décaissements durant l'exercice, le modèle financier du Centre prévoit les décaissements annuels totaux de manière assez précise.

## Charges

La direction répartit ses charges en deux grandes rubriques : la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

**TABLEAU 5 : CHARGES**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre				Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>		
	2015		2016		Écart en % d'un exercice à l'autre	2015		2016		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations	Budget révisé		Réalisations	Budget révisé	Réalisations			Budget révisé
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>											
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	33 571	30 564	24 002	(28,5 %)	80 936	72 636	57 664	(28,8 %)	98 514		
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	23 175	18 653	14 865	(35,9 %)	48 624	49 442	41 589	(14,5 %)	61 113		
Renforcement des capacités de recherche et éléments complémentaires de la recherche	10 616	10 521	11 809	11,2 %	31 191	34 512	33 454	7,3 %	47 265		
	<b>67 362</b>	<b>59 738</b>	<b>50 676</b>	<b>(24,8 %)</b>	<b>160 751</b>	<b>156 590</b>	<b>132 707</b>	<b>(17,4 %)</b>	<b>206 892</b>		
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>5 184</b>	<b>4 980</b>	<b>5 721</b>	<b>10,4 %</b>	<b>15 056</b>	<b>14 194</b>	<b>14 893</b>	<b>(1,1 %)</b>	<b>19 166</b>		
<b>Total des charges</b>	<b>72 546</b>	<b>64 718</b>	<b>56 397</b>	<b>(22,3 %)</b>	<b>175 807</b>	<b>170 784</b>	<b>147 600</b>	<b>(16,0 %)</b>	<b>226 058</b>		

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** pour le trimestre et pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre sont inférieures aux prévisions budgétaires et inférieures aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre est principalement attribuable aux charges du développement en santé afférentes au FID-S (se reporter au tableau 6) et aux différences dans l'échelonnement des charges de projet d'un exercice à l'autre. Il convient de noter que le Fonds d'innovation pour le développement en est à sa dernière année et que les activités appuyées par le Centre se terminent, d'où la réduction des charges.

**TABLEAU 6 : PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>	
	2015		2016			
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations			Budget révisé
Projets de recherche	56 394	62 414	49 213	(12,7 %)	88 292	
Fonds d'innovation pour le développement – Santé	24 542	10 222	8 451	(65,6 %)	10 222	
<b>Total financé par le crédit parlementaire</b>	<b>80 936</b>	<b>72 636</b>	<b>57 664</b>	<b>(28,8 %)</b>	<b>98 514</b>	

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Le tableau 6 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire mentionnées au tableau 5. L'écart relatif aux projets de recherche au 31 décembre s'explique par deux événements simultanés : premièrement, les versements concernant les projets en cours ont eu lieu plus tard que prévu; et deuxièmement, il y avait moins de versements initiaux pour les projets puisque les promoteurs et le CRDI ont mis plus de temps à s'accorder sur les propositions de recherche complexes, et par conséquent sur les fonds à



attribuer aux nouveaux projets. Pour l'instant, on s'attend à ce que l'écart budgétaire observé dans les charges au titre des projets de recherche diminue au fil de l'exercice et à ce que l'objectif budgétaire annuel de 98,5 millions de dollars pour l'exercice demeure valide.

Pour le trimestre et la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2016, les **charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds** sont inférieures aux prévisions budgétaires à ce jour pour les mêmes raisons que décrites plus haut. Les dépenses de contributions des bailleurs de fonds influencent la cadence des dépenses liées que le Centre contribue à même son crédit parlementaire. Le budget des produits et des charges afférents aux contributions de bailleurs de fonds ont été révisés afin de tenir compte des données les plus à jour. Une baisse d'un exercice à l'autre est attendue, donc les prévisions budgétaires pour l'exercice financier sont inférieures aux réalisations de l'exercice financier 2015-2016. Ceci s'explique par un changement d'objectif (dans le cas d'un des bailleurs de fonds) et par un rééchelonnement des bourses concurrentielles.

Les **charges au titre du renforcement des capacités de recherche et des éléments complémentaires de la recherche** pour la période de neuf mois par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent sont supérieures de 2,3 millions de dollars en raison des charges plus élevées au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds et des charges supérieures dues à l'optimisation de l'utilisation de l'espace de bureau au siège social. L'écart entre les charges et les prévisions budgétaires sont principalement attribuables aux postes vacants, à un recours diminué aux services professionnels et à la réduction des dépenses liées aux voyages.

En ce qui a trait aux **services généraux et administratifs**, les réalisations de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2016 ont diminué comparativement à 2015-2016. Il s'agit de la conséquence directe de la mise en oeuvre en 2015-2016 d'un modèle interne de services partagés de gestion des ressources entre les bureaux dans les domaines de la gestion financière, du soutien en matière de technologie de l'information, de la gestion des ressources humaines et de la gestion de l'administration des subventions. L'écart cumulé de 4,9 % par rapport aux prévisions budgétaires révisées est attribuable à la synchronisation des activités courantes et devrait diminuer d'ici la fin de l'année (se reporter au tableau 5).

## Situation financière

**TABLEAU 7 : SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS**

(en millier de dollars)	Décembre 2016	Mars 2016	Écart en %
Actifs courants	81 130	79 481	2,1 %
Actifs non courants	8 879	9 810	(9,5 %)
<b>Total des actifs</b>	<b>90 009</b>	<b>89 291</b>	<b>0,8 %</b>
Passifs courants	63 599	62 977	1,0 %
Passifs non courants	11 867	8 475	40,0 %
<b>Total des passifs</b>	<b>75 466</b>	<b>71 452</b>	<b>5,6 %</b>

Au 31 décembre 2016, le total des **actifs** avait augmenté de 0,8 % (passant de 89,3 millions de dollars à 90 millions) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2016. L'augmentation des actifs découle surtout de comptes débiteurs et de liquidité plus élevés en lien avec les contributions de bailleurs de fonds, partiellement réduite par une baisse des investissements et par une réduction de l'immobilisation corporelle.

Le total des **passifs** a augmenté de 5,6 % (passant de 71,5 millions de dollars à 75,5 millions) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2016. Cette augmentation provient d'une hausse du passif au titre des produits reportés pour les projets et les programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds (à savoir les avances reçues ou à recevoir, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers), et est réduite puisque moins de créditeurs et de charges à payer contribuent à une augmentation globale des passifs courants.

## TABLEAU 8 : CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin de 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2016-2017 <sup>a</sup>
	2015	2016			
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
Non affectés	4 522	327	281	(93,8 %)	463
Affectés à l'interne	1 127	1 135	1 222	8,4 %	1 129
Nets investis en immobilisations	9 535	9 957	8 879	(6,9 %)	10 206
Réservés	5 546	4 222	4 161	(25,0 %)	4 080
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>20 730</b>	<b>15 641</b>	<b>14 543</b>	<b>(29,8 %)</b>	<b>15 878</b>

<sup>a</sup> Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Les **capitaux propres affectés** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales ont légèrement augmenté depuis le début de l'exercice. Les capitaux propres affectés représentent les fonds pour la bourse John G. Bene (1,1 million de dollars) et des fonds ont récemment été reçus pour les bourses David et Ruth Hopper & Ramesh et Pilar Bhatia Canada (0,1 million de dollars).

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 8,9 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette partie du surplus cumulé correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état de la situation financière.

Au 31 décembre 2016, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 25 % à ce qu'ils étaient à la fin de la même période en 2015-2016. Les capitaux propres réservés mettent de côté 3 % de la partie récurrente du crédit parlementaire annuel (de 136,0 millions de dollars) pour amortir les fluctuations des charges afférentes aux programmes qui surpassent les niveaux prévus au budget. Pour l'instant, la réserve comprend aussi 0,1 million de dollars pour la modification des systèmes auxiliaires qui étaient reliés au système de planification des ressources d'entreprise qui a été récemment remplacé. Cette partie de la réserve est utilisée au fur et à mesure que les systèmes auxiliaires sont modifiés ou remplacés.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés et aux capitaux propres réservés. Ce solde témoigne de tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les produits et les charges. L'accumulation prévue de capitaux propres non affectés à la fin de l'exercice est normalement de moins de 1 million de dollars.

## Flux de trésorerie

**TABLEAU 9 : SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars)	Pour le trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Écart d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2015	Réalisations 2016		Réalisations 2015	Réalisations 2016	
Résultats d'exploitation nets	3 738	(3 265)	(7 003)	205	(3 296)	(3 501)
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	22 104	4 968	(17 136)	16 811	( 645)	(17 456)
<b>Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>25 842</b>	<b>1 703</b>	<b>(24 139)</b>	<b>17 016</b>	<b>(3 941)</b>	<b>(20 957)</b>
Achat de placements	-	-	-	(15 041)	(4 010)	11 031
Placements arrivés à échéance	986	-	( 986)	10 944	14 936	3 992
Autres	( 442)	( 259)	183	(1 467)	(1 057)	410
<b>Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>544</b>	<b>( 259)</b>	<b>( 803)</b>	<b>(5 564)</b>	<b>9 869</b>	<b>15 433</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>26 386</b>	<b>1 444</b>	<b>(24 942)</b>	<b>11 452</b>	<b>5 928</b>	<b>(5 524)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	34 679	62 030	27 351	49 613	57 546	7 933
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	61 065	63 474	2 409	61 065	63 474	2 409

Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2016, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 3,9 millions de dollars. Cette baisse de liquidités résulte d'une augmentation des produits reportés relative aux contributions de bailleurs de fonds ainsi qu'à une diminution des créditeurs et charges à payer.

Les flux de trésorerie des **activités d'investissement** pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2016 ont augmenté de 9,9 millions de dollars en raison des placements arrivés à échéance, comme on peut le constater dans l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie, à la page 15. Il y a lieu de noter que la majorité des liquidités et des placements dont le Centre disposait en date du 31 décembre 2016 sont liés aux produits reportés découlant des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds.

## Évolution de la situation du Centre

Aucun nouveau développement ne s'est produit au cours du troisième trimestre.

## Gestion du risque

Il n'y a eu aucun changement important en ce qui concerne les risques répertoriés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2015-2016* affiché sur le site Web du Centre.

## Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le Centre n'ont pas changé depuis le dernier rapport.



# États financiers intermédiaires résumés, non audités

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 31 décembre 2016 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

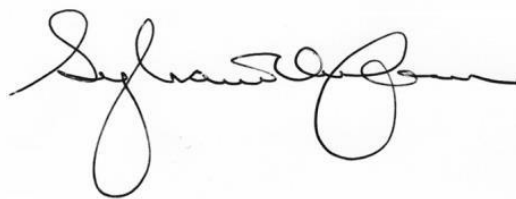
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph. D.

Le vice-président, Ressources,  
et chef de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada  
Le 9 février 2017

## État intermédiaire résumé de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

au

	<u>31 décembre 2016</u>	<u>31 mars 2016</u>
	(non audité)	(audité)
<b>Actifs</b>		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 474	57 546
Placements	3 958	14 989
Créances et frais payés d'avance	13 698	6 946
	<u>81 130</u>	<u>79 481</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	5 378	6 479
Immobilisations incorporelles	3 501	3 331
	<u>90 009</u>	<u>89 291</u>
<b>Passifs</b>		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	14 201	31 841
Produits reportés (note 5)	49 398	31 136
	<u>63 599</u>	<u>62 977</u>
Non courants		
Produits reportés (note 5)	8 455	5 027
Avantages du personnel	3 412	3 448
	<u>75 466</u>	<u>71 452</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	281	1 843
Affectés	1 222	1 129
Nets investis en immobilisations	8 879	9 810
Réservés	4 161	5 057
	<u>14 543</u>	<u>17 839</u>
	<u>90 009</u>	<u>89 291</u>
Engagements (note 8)		
Éventualités (note 9)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# État intermédiaire résumé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	Trimestre qui a pris fin		Période de neuf mois	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
<b>Produits</b>				
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	17 533	26 747	49 775	57 083
Produits financiers et autres produits	1 774	637	2 204	1 529
	<u>19 307</u>	<u>27 384</u>	<u>51 979</u>	<u>58 612</u>
<b>Charges</b>				
Programmation en recherche pour le développement (note 10)				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	24 002	33 571	57 664	80 936
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	14 865	23 175	41 589	48 624
Renforcement des capacités de recherche et éléments complémentaires de la recherche	11 809	10 616	33 454	31 191
	<u>50 676</u>	<u>67 362</u>	<u>132 707</u>	<u>160 751</u>
Services généraux et administratifs (note 10)				
Services généraux	5 458	4 422	14 104	12 702
Administration des bureaux régionaux	263	762	789	2 354
	<u>5 721</u>	<u>5 184</u>	<u>14 893</u>	<u>15 056</u>
<b>Total des charges</b>	<b><u>56 397</u></b>	<b><u>72 546</u></b>	<b><u>147 600</u></b>	<b><u>175 807</u></b>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(37 090)	(45 162)	(95 621)	(117 195)
Crédit parlementaire (note 7)	<u>33 825</u>	<u>48 900</u>	<u>92 325</u>	<u>117 400</u>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b><u>(3 265)</u></b>	<b><u>3 738</u></b>	<b><u>(3 296)</u></b>	<b><u>205</u></b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin		Période de neuf mois	
	le 31 décembre		qui a pris fin	
	2016	2015	2016	2015
<b>Capitaux propres non affectés</b>				
Au début de la période	2 602	888	1 843	4 114
Résultats d'exploitation nets	(3 265)	3 738	(3 296)	205
Virements provenant d'autres catégories de capitaux propres	944	(104)	1 734	203
Solde à la fin de la période	281	4 522	281	4 522
<b>Capitaux propres affectés</b>				
Au début de la période	1 135	1 125	1 129	1 123
Augmentation nette	87	2	93	4
Solde à la fin de la période	1 222	1 127	1 222	1 127
<b>Capitaux propres nets investis en immobilisations</b>				
Au début de la période	9 708	9 578	9 810	9 518
Augmentation (Diminution) nette	(829)	(43)	(931)	17
Solde à la fin de la période	8 879	9 535	8 879	9 535
<b>Capitaux propres réservés</b>				
Au début de la période	4 363	5 401	5 057	5 770
Augmentation (Diminution) nette	(202)	145	(896)	(224)
Solde à la fin de la période	4 161	5 546	4 161	5 546
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<b>14 543</b>	<b>20 730</b>	<b>14 543</b>	<b>20 730</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.



# État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin		Période de neuf mois	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
<b>Activités d'exploitation</b>				
Résultats d'exploitation nets	(3 265)	3 738	(3 296)	205
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	707	485	1 606	1 450
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	—	30	106	41
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	381	—	381	—
Avantages du personnel	(192)	(98)	(36)	(257)
	896	417	2 057	1 234
Variation des éléments d'exploitation hors trésorerie				
Créances et frais payés d'avance	(7 615)	7 847	(6 752)	423
Créditeurs et charges à payer	2 769	10 477	(17 640)	(1 814)
Produits reportés	8 918	3 363	21 690	16 968
	4 072	21 687	(2 702)	15 577
<b>Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>1 703</b>	<b>25 842</b>	<b>(3 941)</b>	<b>17 016</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Achat de placements	—	—	(4 010)	(15 041)
Placements arrivés à échéance	—	986	14 936	10 944
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(271)	(442)	(1 069)	(1 467)
Produits nets de la cession d'immobilisations corporelles	12	—	12	—
<b>Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>(259)</b>	<b>544</b>	<b>9 869</b>	<b>(5 564)</b>
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>1 444</b>	<b>26 386</b>	<b>5 928</b>	<b>11 452</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>62 030</b>	<b>34 679</b>	<b>57 546</b>	<b>49 613</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>63 474</b>	<b>61 065</b>	<b>63 474</b>	<b>61 065</b>
Composés de trésorerie et équivalents de trésorerie				
Trésorerie	63 474	61 065	63 474	61 065
Équivalents de trésorerie	—	—	—	—
	<b>63 474</b>	<b>61 065</b>	<b>63 474</b>	<b>61 065</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audité)

Pour la période qui a pris fin le 31 décembre 2016  
(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

## 3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en se fondant sur les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2016. Les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2016.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

## 4. Normes comptables nouvelles et révisées

### (a) Nouvelles normes, modifications et interprétations

Les modifications et les améliorations suivantes apportées aux normes IFRS ont été publiées par le CNCI et leur adoption est obligatoire au premier trimestre de 2016-2017 :

**Modification de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers – Initiative concernant l'information à fournir** : Le CNCI a publié des modifications à la norme IAS 1 qui fournissent des directives supplémentaires afin d'aider les entités à exercer leur jugement lors de l'application des exigences de présentation et d'information à fournir des normes IFRS. Les modifications précisent que le principe d'importance relative s'applique à l'ensemble des états financiers et que l'inclusion de renseignements peu importants peut invalider le caractère utile de l'information fournie. Les modifications précisent également que les entités doivent exercer leur jugement professionnel pour déterminer dans quelle section des états financiers il convient de présenter l'information et dans quel ordre le faire. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence importante sur les rapports financiers du Centre.

**Améliorations annuelles aux normes IFRS – Cycle de 2012-2014** : En septembre 2014, le CNCI a publié des améliorations annuelles concernant les normes et les sujets suivants: *la norme IFRS 5 - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* précise la façon de comptabiliser les modifications des modalités de cession; *la norme IFRS 7 - Instruments financiers : Informations à fournir* précise l'application des exigences relatives aux informations à fournir dans le cadre des mandats de gestion et traite de l'applicabilité des modifications de la norme IFRS 7 concernant les informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés; *la norme IAS 19 – Avantages du personnel* précise les exigences relatives à la détermination du taux d'actualisation dans un marché régional dont la devise est la même; *la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire* précise la signification de la communication d'informations ailleurs dans le rapport financier intermédiaire. L'adoption de ces améliorations annuelles n'a eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires résumés.

**(b) Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur**

Les normes et les modifications qui suivent ont été publiées par le CNCI, mais n'ont pas été appliquées par anticipation; elles pourraient avoir un impact sur le Centre à l'avenir. Le Centre évalue actuellement les incidences de ces normes et de ces modifications sur ses états financiers; par conséquent, ces incidences ne sont pas connues à l'heure actuelle.

**Norme IFRS 9 – Instruments financiers** : La version définitive de cette nouvelle norme a été publiée par le CNCI en juillet 2014. Cette norme reprend en grande partie les dispositions en matière de classement et d'évaluation de même que le nouveau modèle de comptabilité de couverture des versions antérieures, et elle introduit un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues. Cette version s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et elle sera appliquée de façon rétrospective. Une application anticipée est permise.

**Norme IFRS 15 – Produit des activités ordinaires tirées de contrats conclus avec des clients** : Cette nouvelle norme, publiée par le CNCI en mai 2014, établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information à fournir pour les produits des activités ordinaires. Ce nouveau cadre remplacera les lignes directrices existantes sur la comptabilisation des produits dans les normes IFRS. La norme IFRS 15 a été modifiée pendant l'exercice afin de reporter d'une année la date d'entrée en vigueur. La norme IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au moyen d'une approche rétrospective ou d'une approche rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme sera utilisé à titre de rajustement pour les capitaux propres à la date de l'application initiale. Une application anticipée est permise.

**Norme IFRS 16 – Contrats de location** : Cette nouvelle norme publiée par le CNCI en janvier 2016 remplacera la norme IAS 17 – Contrats de location. Pour les locataires, la norme IFRS 16 signifie la fin de la classification des contrats à titre de contrats de location-financement ou de location simple prévue en vertu de la norme IAS 17, laquelle exige la reconnaissance des actifs et des passifs pour tous les contrats de location, sauf si la durée du contrat est inférieure à 12 mois ou que l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La norme IFRS 16 devra être appliquée de façon rétrospective au moyen d'une approche rétrospective complète ou d'une approche rétrospective modifiée. Une application anticipée est permise, mais seulement si la norme IFRS 15 a également été adoptée.

## 5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<b>31 décembre 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Produits courants	49 398	31 136
Produits non courants	8 455	5 027
	<b>57 853</b>	<b>36 163</b>

## 6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	Trimestre qui a pris fin		Période de neuf mois	
	le 31 décembre		qui a pris fin	
	2016	2015	2016	2015
Department for International Development (Royaume-Uni)	8 898	14 276	24 034	30 714
Affaires mondiales Canada (autrefois appelées MAECD)	3 857	6 558	11 778	11 449
Fondation William et Flora Hewlett	3 078	3 584	8 543	7 948
Fondation Bill et Melinda Gates	566	662	1 539	1 258
Agence norvégienne de coopération au développement	525	521	1 179	1 171
Australian Centre for International Agricultural Research	207	871	1 481	2 508
Banque mondiale	118	42	757	1 365
Autres organismes bailleurs de fonds	284	233	464	670
	<b>17 533</b>	<b>26 747</b>	<b>49 775</b>	<b>57 083</b>

## 7. Crédit parlementaire

	Trimestre qui a pris fin		Période de neuf mois	
	le 31 décembre		qui a pris fin	
	2016	2015	2016	2015
Crédit parlementaire annuel	149 206	183 478	149 206	183 478
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	(33 825)	(48 900)	(92 325)	(117 400)
Crédit parlementaire annuel disponible pour prélèvement futur			<b>56 881</b>	<b>66 078</b>

## 8. Engagements

### a. Engagements au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 216,1 millions de dollars (253,8 millions au 31 mars 2016) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. Sur cette somme, 132,5 millions de dollars (139,5 millions au 31 mars 2016) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 83,6 millions de dollars (114,3 millions au 31 mars 2016) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	31 décembre 2016	31 mars 2016
D'ici un an	123 196	125 316
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	92 937	128 489
Total des versements à effectuer	<b>216 133</b>	<b>253 805</b>

### b. Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2023. Les futurs paiements à effectuer en vertu de ces engagements au 31 décembre 2016 sont les suivants :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
D'ici un an	10 118	8 095
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	26 417	30 304
Dans plus de cinq ans	5 753	11 973
Total des versements à effectuer	<b>42 288</b>	<b>50 372</b>

## 9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

## 10. Tableau des charges

	Trimestre qui a pris fin		Période de neuf mois	
	le 31 décembre		qui a pris fin	
	2016	2015	2016	2015
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>				
Contributions aux projets de recherche	37 573	56 061	96 592	127 016
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 142	5 970	18 486	18 221
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés <sup>a</sup>	1 370	1 566	4 632	4 340
Locaux	1 865	1 254	3 855	3 331
Services professionnels	991	625	2 514	2 091
Déplacements	986	732	2 275	1 924
Charges liées aux projets cofinancés <sup>a</sup>	580	492	1 841	1 264
Amortissement	415	334	1 020	971
Réunions et conférences	130	29	233	527
Autres	624	299	1 259	1 066
	<b>50 676</b>	<b>67 362</b>	<b>132 707</b>	<b>160 751</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>				
Salaires et avantages sociaux	2 814	3 272	8 636	9 670
Locaux	951	599	2 021	1 826
Services professionnels	364	363	837	698
Fournitures de bureau et charges connexes	306	267	937	834
Mobilier de bureau, matériel et entretien	292	68	607	456
Amortissement	292	151	586	479
Déplacements	129	164	355	319
Autres	573	300	914	774
	<b>5 721</b>	<b>5 184</b>	<b>14 893</b>	<b>15 056</b>
<b>Total des charges</b>	<b>56 397</b>	<b>72 546</b>	<b>147 600</b>	<b>175 807</b>

<sup>a</sup> Il s'agit des coûts directement reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 1 950 \$ pour le trimestre (2 058 \$ au 31 décembre 2015) et à 6 473 \$ pour la période de neuf mois (5 604 \$ au 31 décembre 2015).

## 11. Reclassification

Dans l'état résumé du résultat global, les éléments complémentaires de la recherche qui étaient déclarés séparément au cours des exercices précédents ont été reclassifiés. Les charges associées au renforcement des capacités de recherche et aux éléments complémentaires de la recherche ont été regroupées.

Dans l'état résumé de la situation financière et l'état résumé des variations des capitaux propres, les capitaux propres affectés à l'interne ont été renommés capitaux propres affectés.

# Nous joindre

## Coordonnées

### Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE  
C.P. 8500  
Ottawa (Ontario) Canada  
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE  
150, rue Kent  
Ottawa (Ontario) Canada  
K1P 0B2

Téléphone : 1-613-236-6163  
Télécopieur : 1-613-238-7230  
Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à l'adresse [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca)

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca)

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)